

L'accueil, une politique locale

MIGRANTS

Des élus français créent une « association des villes et territoires accueillants » et dénoncent le renoncement de l'État.

Agathe Mercante

Comment offrir une réponse humaine aux migrants et demandeurs d'asile ? Comment assurer les missions de l'État quand ce dernier s'en désintéresse ? Alors que le Manifeste pour l'accueil des migrants – déjà presque 50 000 signataires – interroge les pouvoirs publics, des collectivités territoriales y répondent. Le 26 septembre, à l'initiative de Damien Carême, maire Europe écologie-Les Verts de Grande-Synthe (Nord), a vu le jour l'Association nationale des villes et territoires accueillants. Le projet est né des suites de la Convention nationale sur l'accueil et les migrations, qui s'est tenue les 1^{er} et 2 mars 2018. « Nous avons réalisé que nous n'étions pas tout seuls à galérer et à nous sentir abandonnés », explique Catherine Bassani-Pillot, conseillère municipale de Nantes. Comme une évidence, les discussions se sont poursuivies bien au-delà. Regroupant des villes comme Nantes, Grenoble ou Briançon, l'association s'est fixé pour but de refuser « toute politique remettant en cause l'accueil inconditionnel, entravant les libertés fondamentales et constituant une forme de violence institutionnelle ». Un « serment du Jeu de paume » en faveur des migrants, qui leur permet de mettre l'État face à ses responsabilités. « L'objectif de l'association, c'est de dire : "Voilà, il y a des politiques migratoires qui patinent, fabriquent de la misère et restreignent les droits humains. Là où nous sommes, nous, élus de territoires, nous voyons bien que cela n'est pas acceptable" », résume Marie-Dominique Dreysse, adjointe au maire de Strasbourg en charge de l'action sociale territoriale. Dans sa charte, l'association propose de reconnaître la notion de présence temporaire, dite « de transit », de

répondre aux besoins vitaux des arrivants en acquérant un statut de refuge. Et pour compléter ces demandes, une exigence du respect du droit des mineurs non accompagnés et des jeunes majeurs.

Damien Carême estime que l'accueil doit reposer « sur un triptyque associations-État-villes ». Si deux des membres de ce trio répondent à l'appel, l'État, lui, fait cruellement défaut. « À Nantes, nous organisons à sa place », raconte Catherine Bassani-Pillot. L'État, pour sa part, leur oppose une fin de non-recevoir. « C'est sa responsabilité, l'accueil est une compétence régaliennne », rappelle Marie-Dominique Dreysse. Faute de places ? Faute de personnel ? Faute de moyens ? « C'est surtout un manque de volonté politique », dénonce Damien Carême. L'élu de Grande-Synthe n'oublie pas sa rencontre avec Gérard Collomb, alors ministre de l'Intérieur. « Il m'a dit : "On veut leur faire passer l'envie de venir chez nous." » « L'État ne manque pas d'engagement quand il s'agit de réprimer l'immigration », abonde Éric Piolle, maire de Grenoble et membre de l'association.

Le retour de l'ex-« premier flic de France » sur ses terres lyonnaises a d'ailleurs de quoi donner des sueurs froides à l'association. Symbole s'il en est, « l'assemblée constituante de l'association s'est tenue à Lyon », rappelle Corinne Iehl, maire du VII^e arrondissement de Lyon et conseillère métropolitaine. *Nous craignons le pire avec son retour*. Une politique de l'inaction nauséabonde, matinée çà et là de beaux discours devant la communauté internationale, qui est venue à bout des plus motivés. « J'ai quitté La République en marche en décembre 2017, la circulaire Collomb [qui permettait aux préfetures de recueillir des informations sur la situation administrative des personnes dans les centres d'hébergement d'urgence] a été la goutte d'eau », raconte Halima Menhoudj, adjointe au maire de Montreuil (Seine-Saint-Denis), ancienne candidate LREM pour les législatives en 2017, et désormais membre de l'Association des villes et territoires accueillants.

Communistes, socialistes, écologistes... l'association recoupe toutes les sensibilités. « Des élus de La République en marche

devraient bientôt nous rejoindre », prédit Damien Carême. Certains membres de l'association s'étonnent cependant de la position décousue de La France insoumise (LFI) : l'éventail d'opinions est vaste, de Djordje Kuzmanovic, porte-parole de LFI, qui avait en septembre dans *L'Obs* dénoncé ceux qui « répètent, naïvement, qu'il faut accueillir tout le monde », à la députée Clémentine Autain, signataire du Manifeste pour l'accueil des migrants. « Les militants de La France insoumise nantais font un travail formidable et ils ont honte des propos tenus par les cadres », assure Catherine Bissani-Pillot.

S'il transcende les mouvances politiques, le projet de l'Association des villes et territoires accueillants s'inscrit dans un cadre plus vaste et rejoint l'initiative, portée par les maires de Barcelone et de Paris, des « villes refuges » ou encore des « villes rebelles ». À l'image de Domenico Lucano, maire de Riace (2 000 habitants), qui a accueilli des migrants pour repeupler sa commune de Calabre, mais est maintenant poursuivi en justice par l'État

italien, accusé d'avoir organisé des mariages blancs... « Nous devons soutenir les mairies qui sont ou seront sur le gril car elles ont été accueillantes avec les migrants », déclare Myriam Laïdouni-Denis, élue EELV de la région Auvergne-Rhône-Alpes. Nul besoin de traverser les Alpes pour

« Les collectivités vont devoir se mettre en situation de désobéissance »

trouver des exemples de poursuites contre les aidants aux migrants, le fameux « délit de solidarité » français l'a déjà démontré. « Les collectivités vont devoir se mettre en situation de désobéissance », s'indigne l'élu régional. En France, en Allemagne, en Italie ou en Belgique, les maires refusant de se soumettre aux lois sont de plus en plus nombreux. La charte des villes et territoires accueillants dénonce « l'absence de consensus entre les États de l'UE aboutissant à la violation des droits fondamentaux et à un manque de solidarité européenne ». Éric Piolle le déplore : « La mondialisation telle qu'elle a été pratiquée a sapé le corps social, certains espèrent désormais se cacher derrière des murs. »

Alors qu'on dit les Européens hostiles à l'accueil des personnes en situation irrégulière (ou en demande de régularisation), les mani-



Sur le camp de Grande-Synthe, en août 2018.

festations de soutien aux « nouveaux justes » se multiplient. En témoignent les marches organisées dans Riace, où les pancartes arborent « *Tiens bon ! Continue à lutter* ». « *Il faut regarder l'immigration telle qu'elle est et travailler avec la société civile*, estime Jaklin Pavilla, première adjointe au maire de Saint-Denis. *Aux yeux de la population, elle est considérée comme quelque chose de lourd, de compliqué, de contraignant, mais elle ne l'est que lorsqu'on la présente comme une charge.* » La tâche de l'association sera aussi de déconstruire les discours, tenus par le Rassemblement national (ex-FN) et volontiers repris par la droite, voire la majorité macroniste.

« *Non, les migrants ne veulent pas le travail des Français* », martèle Bozena Wojciechowski, maire adjointe d'Ivry-sur-Seine (Val-de-Marne). S'il était encore besoin de le dire. « *On a trop donné aux Français le sentiment que la France était un pays raciste* », juge Catherine Bassani-Pillot, qui dit assister à une « *prise de conscience de la population* ». En témoignent les huées qui ont accueilli le passage de Marine Le Pen, le 12 septembre, à Châteaudouble, village du Var qui accueillera bientôt 72 migrants. Car si certaines villes ont connu de vives oppositions à l'installation de ces centres d'aide et d'accueil, les retours positifs abondent. « *Ceux qui s'y opposent, ce sont ceux qui ne sont pas au contact des migrants eux-mêmes* », résume Damien Carême. ■

« Quand l'État n'agit pas », les villes passent à l'action

≡ Vanina Delmas

STRASBOURG

Maîtresse en son domaine

« *Nous sommes une ville-frontière* », rappelle Marie-Dominique Dreysse, adjointe Europe Écologie-Les Verts à la mairie de Strasbourg, en charge de l'action sociale territoriale. Chaque année, la ville accueille plus de 3 500 demandeurs d'asile. « *De par sa situation géographique, démographique et sociale, Strasbourg voit arriver beaucoup de personnes* », constate l'élue alsacienne. Si on est loin du mythe du « tsunami migratoire », Marie-Dominique Dreysse note une augmentation importante des arrivées ces dernières années, « *environ 20 %* ». Une situation à laquelle la ville s'adapte. « *Personne n'a vocation à vivre de manière pérenne dans l'espace public* », martèle-t-elle. Alors, autant

que possible, la municipalité s'engage : mise à disposition de logements, création de centres d'accueil... Cette politique volontariste, Strasbourg est l'une des seules villes de France à pouvoir la mener. Héritage des années d'annexion allemande, elle a gardé certaines de ses prérogatives, ailleurs dévolues aux départements français.

« *Nous déterminons les politiques sociales, maternelles et infantiles* », assure l'élue. Et quand il s'agit de discuter avec les représentants de l'État, Marie-Dominique Dreysse assure ne rencontrer aucun problème. « *Ces compétences nous donnent une force pour discuter avec l'État en vue de reloger et d'orienter les demandeurs d'asile.* » Cette politique, voulue par le maire socialiste Roland Ries, reçoit l'appui des citoyens. « *En 2015, quand les tensions en Syrie se sont brutalement amplifiées, le maire a lancé un appel à la population pour accueillir des réfugiés. Cet appel a massivement été repris* », se félicite l'adjointe.

L'ÉVÈNEMENT

NANTES

Fédérer les communes

Fin juin, une centaine de migrants originaires principalement du Soudan et d'Érythrée se sont installés dans le square Daviais, dans le centre-ville de Nantes. Le campement a grossi au fil des semaines, jusqu'à réunir près de 700 personnes. « Nous avons régulièrement des bâtiments squattés à Nantes : nous pensons que cela représente environ 1 000 personnes, même s'il est difficile d'avoir un chiffre exact. Mais la préfecture ordonne régulièrement l'expulsion de ces lieux, explique Catherine Bassani-Pillot, conseillère municipale EELV. À force d'être trimbalés partout, ces naufragés se sont retrouvés au cœur de Nantes. Les riverains avaient honte de voir des gens abandonnés dans une ville aussi riche, alors ils se sont mobilisés. »

Les associations, collectifs et habitants ont aidé les migrants autant que possible, mais les conditions sanitaires se sont dégradées. Le 20 septembre, Johanna Rolland, maire PS de Nantes, déclenche alors le plan communal de sauvegarde, une première pour cette cause. Cinq gymnases municipaux sont réquisitionnés pour mettre à l'abri des centaines de personnes. Mais cela reste, une fois de plus, une solution provisoire.

Depuis le début de l'année, Nantes a accueilli 600 migrants, que ce soit au centre nantais d'hébergement des réfugiés (CNHR), au centre d'accueil et d'hébergement d'urgence ou en accueil temporaire, sous forme de baux précaires. Un regroupement de maires et d'élus ruraux, Territoires 44, a lancé un appel à l'ensemble des maires de Loire-Atlantique afin qu'ils mettent à disposition leurs logements vacants pour accueillir les exilés. Saint-Brevin-les-Pins, sur la côte, ou encore Rezé et Saint-Herblain, deux communes de l'agglomération nantaise, ont déjà répondu favorablement. « Quand l'État n'agit pas, cela retombe sur les collectivités. Nous sommes prêts à faire notre part, mais nous voulons aussi peser sur l'État autant, martèle Catherine Bassani-Pillot. Nous ne sommes pas sur de l'assistanat pur précise-t-elle. Nous voulons amener les migrants et les réfugiés vers l'auto-organisation et l'autonomie. »

MONTREUIL

Pédagogie et réquisition

« Montreuil est une terre d'accueil depuis toujours : nous sommes l'une des villes qui comptent le plus de travailleurs étrangers.

Et il n'y a pas de rejet massif des migrants de la part de la population montreuilloise », décrit Halima Menhoudj, adjointe au maire en charge de la coopération, de la solidarité internationale, de l'Europe et des populations migrantes. C'est d'ailleurs à Montreuil que s'est tenue la première session des États généraux des migrations en mai dernier. Il y a quelques mois, la ville a distribué aux collégiens et aux lycéens un livret réalisé par Solidarité laïque, afin de détricoter tous les préjugés envers les migrants.

Au-delà de la pédagogie, le maire s'est récemment illustré sur le terrain. Le 26 septembre, Patrice Bessac (PCF) a publié un arrêté pour réquisitionner l'immeuble, inoccupé depuis des années, de l'Association pour la formation professionnelle des adultes – propriété de l'État – et ainsi héberger les travailleurs immigrés du foyer Bara, en attendant mieux. Il sollicitait l'État depuis deux ans pour améliorer les conditions de

vie des résidents du foyer. L'édile avait passé la nuit aux côtés des travailleurs et constaté l'extrême précarité de leurs conditions de vie : rats, fuites au plafond, sanitaires insalubres... « Je demande à l'État, qui se rend ici complice d'une situation digne des pires marchands de sommeil, de prendre ses responsabilités, de respecter ses engagements et de mettre à l'abri les résidents du foyer », a-t-il déclaré dans son communiqué de presse. Cet acte politique redonne de l'espoir aux soutiens des familles roms, régulièrement à la rue.

BRIANÇON

En première ligne

Depuis 2017, près de 3 000 personnes ont été accueillies au Refuge solidaire de Briançon (Hautes-Alpes), ville de 12 000 habitants devenue un lieu emblématique de la solidarité envers les migrants ayant franchi la frontière italienne. Et le maire, Gérard Fromm (divers gauche), apporte un soutien sans faille à ces gestes quotidiens d'humanité. Dernièrement, le conseil municipal s'est engagé en acceptant de mettre à disposition l'ancienne conciergerie du cimetière, transformée en appartements. Mais, en avril dernier, les élus de la communauté de communes du Briançonnais ont lancé un appel à l'aide à la préfète des Hautes-Alpes, soulignant le manque de moyens et l'épuisement des associations, ainsi que la défaillance de l'État : « Nous vous demandons de trouver des solutions pour ouvrir des structures d'accueil d'urgence, en privilégiant le choix de plusieurs petites unités réparties sur notre département, afin d'éviter les concentrations de personnes pouvant susciter des difficultés comme à Calais », ont-ils réclamé, afin de poursuivre l'hébergement des migrants de passage à Briançon. ■

« L'Europe

Signataire du Manifeste pour l'accueil des migrants, **YOLANDE MOREAU** s'indigne de la lâcheté des politiques face à la rhétorique d'extrême droite.

Jean-Claude Renard

En 2015, elle signait l'Appel des 800 pour résoudre la situation des migrants dans la jungle de Calais. L'année suivante, elle réalisait son premier documentaire, *Nulle part, en France*, pour Arte, afin de relater les conditions de vie à Calais et à Grande-Synthe, documentaire porté par un texte à l'âpreté poétique sublime de Laurent Gaudé. La comédienne Yolande Moreau (1) s'est ralliée au Manifeste pour l'accueil des migrants, non sans amertume ni colère devant une situation devenue « insupportable ».

Quatre ans après votre documentaire à Calais et à Grande-Synthe, quel souvenir en gardez-vous ?

Yolande Moreau : J'en garde surtout le souvenir d'un contact avec les personnes, de relations fortes avec les migrants, comme Haoré, kurde, l'un des personnages du film, et les associations. Nous étions au cœur des camps, avec une petite équipe de tournage. Mais ce que c'est devenu est encore pire qu'avant – et insoutenable.

Êtes-vous retournée à Calais depuis ?

Non, je n'y suis pas retournée, mais j'observe régulièrement ce qui se passe à Calais et à Grande-Synthe ; je suis Damien Carême, le maire de cette ville, dans ses démarches, l'actualité du camp de Grande-Synthe, ce qui s'est produit quand il a flambé, ce qui arrive depuis... Il faut savoir qu'on vous empêche maintenant de donner à manger aux migrants ! C'est épouvantable.

Quel regard portez-vous aujourd'hui sur la situation ?

Ce qui m'effraie, et c'était déjà le cas à l'époque du documentaire, c'est la montée toujours plus forte et angoissante des extrêmes droites un peu partout en Europe – une Europe qui se ferme de plus en plus. J'admets que ça ne doit pas être facile pour les politiques, mais je ne supporte plus de les entendre parler sur un ton condescendant. Le cas de l'*Aquarius*, qu'on empêche d'accoster, en est un exemple. C'est tellement monstrueux ! On vit une époque du chacun pour soi. Au nom de quoi l'humain est-il toujours relégué ? C'est insupportable. Surtout en sachant que la France a accueilli si peu de migrants... On en fait des choux gras

(1) Yolande Moreau est aujourd'hui à l'écran du nouveau film de Benoît Delépine et Gustave Kervern, *I feel good*.



perd son âme »



LOIC VEINANCE/AFP

à chaque accueil, alors qu'en réalité cela reste ridicule. Bien sûr, il y a beaucoup de réfugiés, et il y en aura toujours plus, mais ce que propose l'Europe n'est pas une solution. À quoi sert-il de construire des camps qui coûtent une fortune plutôt qu'un accueil ? C'est toujours la peur qui prime, la peur qui domine.

Vous êtes-vous impliquée différemment pour l'accueil des migrants ?

Pas d'une manière directe, sinon avec Haoré. J'ai justement essayé de monter une structure d'accueil pour lui et d'autres dans mon village de l'Eure, avant qu'il ne parvienne finalement à gagner l'Angleterre. Mais je reste en contact permanent avec lui.

Quelle est votre réaction quand une réunion européenne est convoquée pour la réception de seulement 58 migrants à partager en Europe, comme cela a été le cas la semaine dernière ?

C'est d'un ridicule incroyable ! Une comptabilité absurde. La gestion est sans doute difficile, avec beaucoup de mécontents. Mais, s'il y a des mécontents, c'est qu'on entretient la peur des autres. Mais de là à tenir une réunion pour accueillir 58 personnes ! Rien ne se met en place qui soit à la hauteur, avec une belle énergie pour déterminer ce que l'on peut faire. Débloquer des milliards pour

que la Turquie construise des camps qui ne sont plus provisoires mais faits pour durer, à quoi ça rime ? On ne peut être que scandalisé, comme le sont beaucoup de personnes qui se mobilisent. Il existe sûrement des moyens pour mieux accueillir, mais les politiques et certains médias entretiennent cette peur de l'autre.

Peut-on parler de faillite démocratique et humanitaire ?

Complètement ! L'Europe perd son âme. À vrai dire, comme j'ai pu le lire dans un journal, « *la crise migratoire n'existe pas, c'est une crise de solidarité* ».

« L'humanisme, ce n'est pas le bon sentiment », a déclaré Emmanuel Macron à l'ONU. Quelle est votre réaction ?

Mais qu'est-ce que le « bon sentiment » pour lui, alors ? Ça veut dire qu'il ne faut pas prendre le problème par là ? De quel côté alors ? En attendant, il y a des gens qui meurent noyés, qui vivent des situations insupportables dans leur pays. Dans ce contexte, c'est quoi l'humanisme ? Il me fait rigoler, là ! Ce qui m'afflige, sans tomber dans une culpabilité de catholique, c'est que nous avons construit une nation sur le dos d'un tas de pays, sur les richesses de l'immigration. Et d'un seul coup, quand il s'agit d'accueillir des personnes, c'est trop, nous devons fermer nos portes !

« C'est toujours la peur qui prime, la peur qui domine. »

Migrants : en parler, et agir

Des médias et des titres de presse s'engagent pour les migrants : à ce jour, *Politis*, *Mediapart*, *Regards*, *Alternatives économiques*, *Bastamag*, *L'Humanité*, le *Bondy Blog*, *Le Courrier des Balkans*, Là-bas si j'y suis, *Siné mensuel* et *La Marseillaise*. Le geste est rare mais justifié par les circonstances historiques que nous traversons, marquées par la domination des termes choisis par l'extrême droite et les identitaires.

Comme le journal *Le Populaire* en son temps, dans les années 1930, qui donnait noms et visages aux réfugiés espagnols et à tous les autres, nous assumons notre rôle de dire et de montrer la réalité de ces nouveaux proscrits que sont les migrants. Des naufragés sont laissés consciemment à l'abandon.

De reportages en portraits, nos rédactions exposent ces destins fragiles, abîmés par l'exode. Nos reportages sont autant d'alertes.

Nous continuons de nous adresser à la société et appelons les citoyennes et les citoyens à le signer. En signant le Manifeste pour l'accueil des migrants, chacun assume sa part d'engagement.

Samedi 6 octobre, nous levions l'étendard de l'*Aquarius* pour qu'il retrouve pavillon. Partout en France, des premiers rassemblements s'étaient organisés en ce sens. Nous voulons un pavillon pour lui et pour tous les autres bateaux de secours aujourd'hui en rade. Cette demande est concrète. Elle répond à un drame, car chaque jour qui passe accumule les morts.

Le 25 octobre, nous nous retrouverons au Centquatre, à Paris. Avec toutes les personnes de bonne volonté qui veulent que notre pays – et l'Europe – se donne les moyens de secourir et d'accueillir les naufragés. Nous voulons réveiller et coaliser les consciences des femmes et des hommes qui ne veulent pas/plus voir leurs gouvernements laisser mourir les migrants ; nous voulons mettre en mouvement la société et contraindre médias et politiques à cesser de confondre opinion publique et Rassemblement national (ex-FN).

De modestes associations de solidarité concrètes de quartier rejoignent le manifeste chaque jour, mais aussi Attac après le Mrap, la LDH, Emmaüs ; des personnalités s'ajoutent aux autres : le réalisateur Bertrand Tavernier, le chanteur et écrivain Bernie Bonvoisin, le dessinateur Zep, le comédien Laurent Lafitte, le réalisateur Arnaud Desplechin, le chanteur HK, etc. Nous sommes désormais près de 50 000 ! Il est temps d'enterrer la honte et de sauver les vies. S'attaquer aux désordres du monde commence par là. Aux politiques de prendre leurs responsabilités, de saisir cet appel et de bifurquer enfin vers un autre horizon humain.